

Lundi 18 janvier 2016

Discours de Monsieur le Président

Mes Chers Collègues,

Nous avons eu l'occasion, lors de l'examen des orientations budgétaires, de fixer le cap du budget que nous allons examiner et qui a donc été construit en conséquence.

Je rappelle ce cap : en matière de recettes, pas d'augmentation des impôts, en matière d'emprunt, légère augmentation de l'endettement mais en tenant compte de la nécessité d'être en situation d'honorer le remboursement des annuités.

S'agissant des recettes extérieures (Etat, Région, Europe), la plus grande prudence est de mise quant aux montants et aux dates d'effet.

En matière de dépenses, ce budget est construit sous le signe de la maîtrise et du volontarisme. Maîtrise des dépenses de fonctionnement, car c'est cela qui nous permet de dégager de l'autofinancement et donc d'investir.

L'investissement est encore très important, j'y reviendrai, car, avant tout, je souhaite, une fois encore, attirer votre attention sur les conditions de l'équilibre de ce budget.

Ce budget est construit sur la base d'un triple pari. Premièrement, l'Etat devra tenir ses engagements. Deuxièmement, nous maîtriserons nos dépenses sociales et notre fonctionnement interne. Troisièmement, tout en étant solidaires, nos participations extérieures seront maîtrisées en volume, en tenant compte de nos priorités.

L'Etat devra tenir ses engagements :

Depuis 5 ans, nous avons une progression de 10 M€ de la dépense sociale obligatoire par an et nous allons bientôt cumuler une baisse des dotations de l'Etat de 14 M€. C'est une diminution considérable de notre autofinancement et, si cela devait continuer sur la même pente, nous aurions tout juste de quoi rembourser nos emprunts actuels. Nous avons choisi de reconduire les sommes dépensées en 2015. Cela veut dire que, si l'Etat n'honore pas ses engagements (notamment RSA), il y aura une impasse dès novembre. Je souhaite que chacun ait cela à l'esprit car cela conditionne tout le reste du budget.

En fonction de cela, nous avons pris un certain nombre de décisions. Je remercie les communes qui ont compris notre équation, car elles savent que l'équité est à la base de notre raisonnement.

Nous avons décidé de faire en sorte que nos dépenses sociales correspondent aux normes constatées dans les autres départements de notre strate. L'exemple le plus frappant concerne l'aide à l'enfance où notre dépense est nettement supérieure. Ayant dit cela, je voudrais que chacun comprenne que ce n'est pas en claquant des doigts que les problèmes seront résolus. Il nous faudra faire beaucoup d'efforts et la garantie de la maîtrise n'est pas certaine.

Nous avons décidé également de maîtriser nos dépenses de fonctionnement interne. Il y a de nombreux paramètres, et si nous étions mal gérés, je saurais immédiatement où trouver les économies potentielles. Nous y travaillons d'arrache-pied, mais, là encore, je vous demande d'être lucide. Nous avons la chance d'avoir une administration sérieuse, qui comprend les enjeux auxquels notre collectivité est confrontée. Pour autant, notre administration doit être conduite avec doigté parce que c'est d'elle et de sa participation que viendront les solutions.

Nous sommes donc confrontés à une situation extrêmement complexe et je ne doute pas que vous en mesurez les conséquences.

En tant que Président de l'exécutif, je dois veiller à ce que nos décisions soient appliquées avec rigueur et efficacité par l'administration départementale, mais, en tant qu'assemblée souveraine, il vous revient de prendre des décisions qui relèvent du possible. Il est de mon devoir d'y veiller avec vous.

Je sais pouvoir compter sur vous, mais je sais aussi que les sollicitations sont nombreuses et qu'il est souvent tentant de penser que les contraintes sont pour les autres.

Nous avons souvent connu des tempêtes, jamais de l'ampleur de celle-ci, et c'est donc avec une certaine gravité que j'en appelle à votre soutien. C'est dans la cohésion que nous trouverons notre force et que nous pourrons continuer d'œuvrer utilement pour l'avenir de nos concitoyens.

Car nous allons continuer d'agir efficacement et c'est tout l'enjeu de ce qui précède.

La maîtrise n'exclut pas que nous devons continuer d'exercer nos missions avec qualité et efficacité. Nous remplirons nos devoirs sociaux, nous continuerons d'aménager nos collèges, nos routes.

L'investissement dans ce budget représente 55 M€ mais comprend 6 M€ de subvention à nos partenaires qui représenteront, par effet de levier, entre 30 et 50 M€ d'investissements supplémentaires.

Toutes les entreprises de l'Aube doivent mesurer que nous allons être encore le principal vecteur d'activités. Heureusement, tous les efforts que nous avons déployés les années antérieures sont là pour nous aider à passer ce cap. Les collèges sont en parfait état, les zones d'activités ont été créées et ne demandent qu'à être valorisées. L'enseignement supérieur a été notre cheval de bataille le plus important. Nous y avons consacré des sommes importantes ; les investissements à venir ne seront pas de même ampleur.

Le tourisme, grâce à nos investissements dans la culture, dans les lacs, dans le patrimoine, dans le centre de congrès, est en passe d'être une activité primordiale.

Je n'ai pas à être exhaustif.

Il y a un sujet sur lequel nous allons mettre tous nos efforts : l'équipement Internet haut débit de notre territoire. A ce sujet, je me réjouis des déclarations de Philippe Richert, le nouveau président de Région. Toute amélioration du financement, en ce domaine, devra correspondre à une augmentation des services pour tous nos concitoyens. Nous ne nous en servons pas pour diminuer notre effort, mais, au contraire, pour équiper la totalité de nos villages et ensuite aller vers la fibre jusque chez l'habitant.

Vous le voyez, Chers Collègues, les efforts auxquels je vous invite n'ont pas d'autre but que d'être en situation de remplir nos missions et d'investir au profit de nos concitoyens.

C'est un sacré challenge, qui demande du courage, de la volonté, de l'abnégation, de la cohésion dans l'effort. Je compte sur votre soutien. J'ai foi dans notre capacité à réussir pour l'Aube. J'ai foi dans l'avenir et dans la force de notre collectivité départementale au service des Auboises et des Auboisi.

**Philippe Adnot,
Sénateur,
Président du Conseil départemental de l'Aube**